

en appliquant ces réformes au vilayet d'Andrinople.

L'opposition des deux points de vue était donc manifeste et, selon leurs affinités ou leurs intérêts, les autres puissances allaient se ranger de l'un ou de l'autre parti. La Porte était naturellement informée de ces dissentiments. Il y a, dans la lettre par laquelle M. Constans résume, le 10 mai, toute l'histoire de cette crise, un petit membre de phrase significatif : « le gouvernement turc se sentit servi par les dissidences qui se manifestaient entre les ambassadeurs des autres puissances ¹ ». Avec la Banque ottomane, la Porte élaborait un contre-projet, grâce auquel elle espérait éluder l'acceptation du projet austro-russe ; le 3 mars, elle le communiqua à toutes les ambassades ; il n'y était plus question d'approbation des puissances intéressées ni de contrôle. L'Allemagne aussitôt donnait son adhésion au projet turc. La situation, dans l'hiver de 1905, se trouvait donc singulièrement délicate. Ce fut M. Constans qui, avec beaucoup d'à-propos, saisit l'occasion de jouer le rôle de médiateur que la politique générale de la France, alliée de la Russie et amie de l'Angleterre, la préparait à prendre en Orient. Il proposa à ses collègues d'abandonner le projet austro-russe du 17 janvier pour se rallier au projet concerté entre le gouvernement turc et la Banque ottomane « qui bénéficiait déjà de l'adhésion de l'Allemagne » ; mais en le complétant par une disposition additionnelle instituant, sur les finances de la Macédoine, un contrôle exercé, non plus seulement par l'Autriche-Hongrie et la Russie, mais par les six grandes puissances « intéressées. » Ainsi il donnait satisfaction aux vœux des gouvernements anglais et italien et il faisait adroitement ren-

1. *Id.*, *ibid.*, n° 139.